



OCTOBRE
2025

Le Kazakhstan après le double choc de 2022

Conséquences politiques,
économiques et militaires



Centre
Russie/Eurasie

Vera GRANTSEVA
Rakhimbek ABDRAKHMANOV

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1119-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Vera Grantseva et Rakhimbek Abdrakhmanov, « Le Kazakhstan après le double choc de 2022. Conséquences politiques, économiques et militaires », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 140, Ifri, octobre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Eurasie.Visions

Éditée par le Centre Russie/Eurasie, la collection numérique *Russie.Eurasie.Visions* (anciennement *Russie.Nei.Visions*) est devenue une référence, dont les articles sont publiés en trois langues (français, anglais et russe). S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus et sur des jeunes chercheurs prometteurs, elle offre des analyses originales destinées aux décideurs publics comme privés, aux chercheurs, ainsi qu'à des publics plus larges intéressés par la zone.

Comité de rédaction

Rédactrice en chef : Tatiana Kastouéva-Jean

Rédacteur en chef adjoint : Dimitri Minic

Assistant d'édition : Antony Lamothe

Abonnement et contact : Marie-Liesse de Chaptas

Auteurs

Vera Grantseva (Ageeva) est titulaire d'une maîtrise en philosophie, langue française et relations internationales, et d'un doctorat en relations internationales de l'Université d'État de Saint-Petersbourg (Russie). Elle a occupé le poste d'experte en relations internationales à la mairie de Saint-Petersbourg de 2008 à 2016, puis a été professeure associée à l'École supérieure d'économie (Saint-Petersbourg) de 2017 à 2023 et professeure adjointe à l'École supérieure de management de 2017 à 2020. Depuis 2020, elle enseigne à Sciences Po Paris. En 2023, elle a publié son premier ouvrage, *Les Russes veulent-ils la guerre ?* (Éditions du Cerf).

Rakhimbek Abdrakhmanov est un économiste et expert kazakhstanaï en politiques publiques. Diplômé de l'Institut de gestion d'Astana en 2008, il est également titulaire d'un master en sciences politiques de l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev (2022). Depuis 2025, il est directeur exécutif de l'Institute for the Future – Central Asia et expert invité à l'Université du Sussex (Royaume-Uni). Entre 2022 et 2024, il a été coordinateur des programmes internationaux à la Kazakhstan School of Applied Politics. Contributeur régulier à *The Diplomat* (Washington, D.C.) depuis 2022, il est l'auteur de *How Nations Become Brands* (Alpina Publisher, 2019).

Résumé

L'année 2022 a été marquée par un double choc pour le Kazakhstan : en janvier, le pays a connu la plus grave crise politique depuis son indépendance, et en février, la Russie a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine, remettant en question les frontières entre les pays post-soviétiques. Ces événements successifs ont eu un impact profond sur la politique intérieure et extérieure du Kazakhstan.

Sur le plan intérieur, les autorités ont annoncé une série de réformes visant à instaurer un « nouveau Kazakhstan » et à promouvoir l'idée d'un « État à l'écoute ». Toutefois, trois ans après leur lancement, ces initiatives n'ont pas produit les résultats attendus, ni en matière de démocratisation effective des processus politiques, ni dans la résolution structurelle des problèmes socio-économiques.

La guerre totale menée par la Russie contre l'Ukraine a mis à l'épreuve la politique dite « multivectorielle » du Kazakhstan en matière de relations internationales. Entre 2022 et 2025, Moscou a consolidé son influence au Kazakhstan, notamment dans les secteurs économique et énergétique, tout en conservant une position dominante dans le domaine de la sécurité. Dans le même temps, les acteurs susceptibles d'agir comme contrepoids – au premier rang desquels la Chine et la Turquie – n'ont pas réussi à s'imposer comme de véritables pôles alternatifs de puissance, limitant ainsi la portée effective de la diplomatie multivectorielle kazakhstanaise.

Sommaire

INTRODUCTION	6
« JANVIER SANGlant » ET SES CONSÉQUENCES POLITIQUES	7
LA GUERRE EN UKRAINE : UN TEST POUR LA POLITIQUE MULTIVECTORIELLE DU KAZAKHSTAN.....	14
RENFORCEMENT DES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE LE KAZAKHSTAN ET LA RUSSIE APRÈS 2022.....	20
CONCLUSION	31

Introduction

L'année 2022 a constitué un moment charnière dans l'histoire contemporaine du Kazakhstan indépendant. Sur le plan intérieur, une crise politique majeure a conduit à une redéfinition des équilibres de pouvoir. Sur le plan extérieur, le déclenchement d'un conflit militaire d'une ampleur inédite dans l'espace post-soviétique a profondément reconfiguré les orientations de la politique étrangère du pays.

Depuis son indépendance, le Kazakhstan a poursuivi une stratégie de politique étrangère dite « multivectorielle », qui lui a permis de maintenir un équilibre entre la Russie et les pays occidentaux, mais également, au cours de la dernière décennie, avec de nouveaux acteurs tels que la Chine et la Turquie, de plus en plus présents et ambitieux en Asie centrale. Toutefois, à mesure que la politique de Moscou dans l'espace post-soviétique s'est affirmée et durcie, il est devenu de plus en plus difficile pour Astana de préserver cet équilibre et de garantir son autonomie stratégique. Dès 2015, le Kazakhstan se trouvait déjà profondément intégré à la Russie dans des domaines clés, à travers son appartenance à l'Union économique eurasiatique (UEE) et à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). L'importance de ces deux organisations, sous l'égide de Moscou, s'est d'ailleurs renforcée avec la réorientation de la politique étrangère russe vers une ligne ouvertement anti-occidentale. Néanmoins, le Kazakhstan a su maintenir un fragile équilibre, tant durant les dernières années de la présidence de Noursoultan Nazarbaïev que pendant les premières années du mandat de Kassym-Jomart Tokaïev. Malgré son intégration structurelle dans les institutions régionales dominées par la Russie et des relations bilatérales étroites, Astana a progressivement mis en œuvre une politique de réaffirmation nationale. Celle-ci s'est traduite notamment par la promotion du kazakh comme langue centrale dans l'éducation, la culture et les médias, ainsi que par un processus de « décolonisation » symbolique, visant à rétablir la toponymie et les traditions nationales, souvent au détriment des héritages russes et soviétiques.

Le début de l'année 2022 a constitué un double choc pour le Kazakhstan, tant sur le plan interne qu'externe. En janvier, le pays a été confronté à une grave crise politique, marquée par une tentative de coup d'État et des émeutes violentes ayant fait plusieurs dizaines de victimes. Un mois plus tard, en février, la Russie – alliée économique et militaire d'Astana – a déclenché une guerre totale contre l'Ukraine. Ces deux événements successifs ont profondément transformé le paysage politique intérieur du Kazakhstan et fragilisé sa stratégie multivectorielle en politique étrangère. Le présent rapport propose une analyse des principaux changements consécutifs à ce double choc dans les domaines politique, économique, énergétique et militaire.

« Janvier sanglant » et ses conséquences politiques

L'année 2022 a commencé de manière dramatique pour le Kazakhstan : au début du mois de janvier, les émeutes qui ont éclaté à Zhanaozen, une région tristement célèbre pour la fusillade de travailleurs d'une usine pétrolière en 2011, se sont propagées dans presque tout le pays, touchant 11 régions sur 17. L'épicentre des troubles était la ville d'Almaty, où des bâtiments gouvernementaux ont été attaqués et l'aéroport, pris d'assaut. Pour faire face à la situation, le président Tokaïev a été contraint de s'adresser au président russe Poutine, demandant l'aide de l'OTSC pour surmonter la « menace terroriste ». Le lendemain, les forces de l'OTSC, composées en grande partie de soldats russes, ont été déployées dans le pays : sur un total de 3 000 à 3 950 hommes, 45 % étaient des militaires russes de la 45^e brigade spéciale des forces aéroportées. Quelques jours plus tard, la situation était sous contrôle, les troupes de l'OTSC avaient été retirées et l'état d'urgence, levé. Les émeutes ont fait au moins 238 morts et environ 5 800 personnes ont été arrêtées. Les événements de janvier 2022, connus sous le nom de *Kandy Kantar* (« janvier sanglant » en kazakh), n'ont duré que dix jours, mais leur intensité et leur degré de violence, de même que les mesures exceptionnelles auxquelles le président Tokaïev a dû recourir, ont profondément marqué le paysage politique intérieur du pays et influencé la trajectoire de sa stratégie de politique étrangère.

À l'issue de l'enquête officielle, le président du Comité de sécurité nationale (KNB), Karim Massimov, a été reconnu coupable d'avoir organisé les émeutes et condamné, tout comme trois de ses adjoints, à de lourdes peines de prison. Toutefois, dès son ouverture, l'enquête a été classée secret défense et les audiences se sont tenues à huis clos. L'absence de transparence entourant le procès a suscité de vives interrogations au sein de la société kazakhstanaise concernant la version officielle des événements. L'une des principales questions soulevées porte sur l'éventuelle implication ou le lien direct entre le principal accusé, Karim Massimov, et le premier président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev. C'est sous son mandat, en 2007, que Massimov est devenu le plus jeune Premier ministre du Kazakhstan : il a occupé ce poste pendant 7 ans au total (de 2007 à 2012 et de 2014 à 2016), puis il a été nommé chef de l'administration présidentielle du Kazakhstan (2012-2014) et président du KNB (2016-2022). En outre, Massimov entretenait des liens étroits avec l'oligarque Timur Kulybaev, propriétaire de la plus grande banque privée du Kazakhstan, ainsi qu'avec le

gendre du premier président. Six mois après les événements de *Kandy Kantar*, Nazarbaïev a publiquement désavoué Massimov, le qualifiant de « Judas » méritant d'être puni avec toute la sévérité de la loi kazakhstanaise. Toutefois, tant pour les experts que pour une large partie de la société kazakhstanaise, l'hypothèse selon laquelle Massimov aurait été l'unique responsable de la tentative de coup d'État est demeurée peu convaincante, compte tenu de son poids politique et des ressources dont il disposait. Le scepticisme persiste quant à la possibilité qu'un défi d'une telle ampleur aux autorités en place ait pu être orchestré par un cercle restreint de fonctionnaires, sans l'approbation ou la complicité implicite de l'ancien président Nazarbaïev lui-même. Ces doutes sont corroborés par les témoignages d'un ancien employé du KNB, Ruslan Iskakov (subordonné de Masimov, qui fait l'objet d'une enquête depuis 2022), publiés dans la presse étrangère en février 2024¹.

Kandy Kantar a eu deux conséquences politiques majeures : d'une part, le maintien de Kassym-Jomart Tokaïev à la tête de l'État, largement conditionné par le soutien de Moscou, et, d'autre part, l'éviction des représentants du clan Nazarbaïev de la sphère décisionnelle, auxquels a été cependant accordée, pour la plupart d'entre eux, une immunité judiciaire tacite. Ce nouvel équilibre des forces a constitué le socle de la configuration politique du Kazakhstan dans la période postérieure à *Kandy Kantar*.

Entre 2022 et 2023, Tokaïev a amorcé un processus progressif de démantèlement du culte de la personnalité de Nazarbaïev, que l'on peut qualifier de « dé-elbaséisation » (le titre honorifique d'*Elbasy*, « chef de la nation », avait été conféré à Nazarbaïev de 2010 à 2023). Dès 2022, la capitale du Kazakhstan a retrouvé son ancien nom, Astana, abandonnant celui de Noursoultan adopté en 2019 en hommage à Nazarbaïev. L'année suivante, la Cour constitutionnelle, s'appuyant sur les résultats du référendum, a abrogé la loi « Sur le premier président – Elbasy ». Ce texte conférait à Nazarbaïev un ensemble de privilèges exceptionnels : immunité judiciaire totale, inviolabilité de ses biens et de ceux des membres de sa famille résidant avec lui – et des fondations et organisations qu'il avait créées –, ainsi que le financement public de son cabinet (plus de 11 millions de dollars dépensés depuis mars 2019). En 2024, un processus de démantèlement symbolique a été engagé avec le retrait progressif des monuments dédiés à Nazarbaïev, notamment celui érigé devant l'université qui conserve néanmoins son nom. Dans le même temps, plusieurs membres de sa famille ont été écartés des sphères du pouvoir : sa fille Dariga a quitté son mandat de députée au Mazhilis – chambre basse du parlement – en février 2022, et au moins une dizaine de proches parents ont perdu leurs

Traduit du russe vers le français par les auteurs de la Note.

1. R. Iskakov, « Vlast' perekладыvaet otvetstvennost' za svoi prestupleniâ » [Les autorités rejettent la responsabilité de leurs crimes], *Novaya Gazeta*, 5 février 2024, disponible sur : <https://novyagazeta.ru>.

fonctions au sein de l'administration publique ou d'entreprises publiques². Formellement, Nazarbaïev a ainsi été privé de son statut institutionnel et de ses honneurs officiels. Toutefois, aucune enquête n'a été ouverte à son encontre ni contre les membres de sa famille pour enrichissement illégal, corruption ou abus de pouvoir – un geste que la société kazakhstanaise réclamait depuis trois décennies. Après le *Kandy Kantar*, Nazarbaïev s'est rendu à Moscou au moins trois fois pour rencontrer Vladimir Poutine (en juin 2022, décembre 2023 et mars 2025). Ces visites pourraient être interprétées comme des démarches visant à assurer la protection de ses actifs restants au Kazakhstan et à définir les limites de la « dé-elbasisation ».

Tout en conservant l'intégralité du pouvoir dans le pays, le président Tokaïev a lancé une série de réformes visant à moderniser le système politique au Kazakhstan. Dès le 16 mars 2022, deux mois après les événements de janvier, il a prononcé un discours à la nation kazakhstanaise dans lequel il a annoncé des changements profonds de l'organisation de l'État dans le cadre du projet *Zhana Kazakhstan* (« Nouveau Kazakhstan »). Ce dernier prévoyait un ambitieux programme de démocratisation et de modernisation du système politique du pays, qui devait contribuer à la création d'un « État à l'écoute ». L'élément clé de ce programme était le passage définitif d'un régime superprésidentiel à une république présidentielle dotée d'un Parlement fort. Ainsi, il était prévu d'interdire au président d'adhérer à un parti politique et de le priver du pouvoir de suspendre les actes des *akims* (« chefs ») des régions et des villes d'importance républicaine. Les réformes étaient en outre censées permettre l'élection des *akims* des régions et des villes au suffrage direct sur une base concurrentielle, réduire le nombre de membres du Sénat (de 15 à 10) et du Mazhilis (de 9 à 5) nommés par le président, ainsi qu'introduire un mode de scrutin mixte pour l'élection du Mazhilis (70 % à la proportionnelle et 30 % au scrutin majoritaire). La procédure d'enregistrement des partis politiques devait être simplifiée : le seuil minimal d'adhérents a été ramené de 20 000 à 5 000, celui des représentations régionales de 600 à 200 et celui du groupe d'initiative de 1 000 à 700 personnes. Le programme *Zhana Kazakhstan* prévoyait enfin le renforcement des institutions de défense des droits de l'homme, l'amélioration de la compétitivité des médias et le renforcement du rôle des institutions de la société civile, notamment par l'organisation régulière de conseils publics, *Ūlttyq qūryltai* (« Assemblée nationale »).

Trois ans après le lancement des réformes, il demeure prématuré de parler d'une démocratisation réelle du Kazakhstan. Plusieurs problèmes politiques structurels, hérités de l'« ancien Kazakhstan », demeurent non résolus. Les scrutins organisés durant cette période – l'élection

2. A. Akhanova, « Kto iz sem'i Nazarbaevykh lišilsâ dolžnosti posle Krovavogo ânvarâ ? » [Qui, dans la famille Nazarbaïev, a perdu son poste après Janvier sanglant ?], Orda, 29 janvier 2022, disponible sur : <https://orda.kz>.

présidentielle anticipée de novembre 2022, les législatives de mars 2023, ainsi que les référendums constitutionnels de juin 2022 et sur la construction d'une centrale nucléaire en octobre 2024 – ont été marqués par des fraudes électorales, des pressions exercées sur les observateurs et l'exclusion systématique des forces politiques indépendantes. Ces pratiques témoignent de la persistance de mécanismes autoritaires, limitant considérablement la portée réelle des réformes annoncées³. En outre, aucun changement radical n'a été observé au sein de la haute administration : la plupart des membres de l'ancienne élite ont conservé leurs postes, tandis que les rares nouvelles nominations semblent davantage symboliques que représentatives d'une transformation structurelle du pouvoir, comme l'illustrent les cas de l'ancienne ministre de l'Environnement, Zulfia Souleimenova, et de l'actuel ministre de l'Industrie et de la Construction, Kanat Sharlapaïev.

Tant lors des élections présidentielles extraordinaires que lors des élections législatives, le processus a surtout donné l'apparence d'un renouveau politique. Lors des élections présidentielles de novembre 2022, les adversaires officiels de Tokaïev étaient des personnalités relativement nouvelles, dépourvues d'influence politique durable et de base électorale significative. Plutôt que de présenter des candidats des partis traditionnels comme Ak Zhol ou le Parti communiste, la liste comprenait des candidats proposés par diverses organisations sociales (par exemple, l'Alliance nationale des travailleurs sociaux professionnels) et des partis moins connus – tels que Aul, Yntymak, Parti social-démocrate national – qui n'avaient jamais été représentés au Mazhilis et n'étaient pas liés au gouvernement, tout en étant fidèles au système et à l'Ak-Orda. Par exemple, le parti Aul, créé en 2003, a été dirigé tout au long de son histoire par des hommes politiques du système proches de la direction politique du Kazakhstan : Ali Bektayev (2015-2023) était un haut fonctionnaire puis sénateur, tandis que Serik Yezigbaev (depuis 2023) a passé la majeure partie de sa carrière à travailler au sein de la présidence du pays et de différents ministères et structures étatiques.

La même approche a été appliquée pour les élections législatives de mars 2023. Des partis peu connus du grand public (tels que Aul et le Parti social-démocrate national) ou créés spécialement pour ces élections ont été mis en avant. Par exemple, le parti Respublica a été créé en décembre 2022 puis enregistré en 18 janvier 2023, alors que de nombreux partis peinent à s'enregistrer depuis des années. Au total, les nouveaux partis ont obtenu

3. A. Smolin, « Vyборы-2023 : sociologi zaâvili o narušeniâh i predstavili svoi dannye po Almaty » [Élections 2023 : les sociologues ont signalé des violations et présenté leurs données sur Almaty], Orda, 28 mars 2023, disponible sur : <https://orda.kz> ; « Snap Election Returns Little Change », Global State of Democracy Initiative, mars 2023, disponible sur : www.idea.int ; « Aktivisty polučili 45 otkazov v 12 gorodah Kazahstana na provedenie mitinga protiv stroitel'stva AËS » [Les militants ont reçu 45 refus dans 12 villes du Kazakhstan pour organiser un rassemblement contre la construction d'une centrale nucléaire], Bes.media, 3 octobre 2024, disponible sur : <https://bes.media>.

24,69 % des voix au Mazhilis, tandis que les anciens « partis du système » (Ak Zhol et le Parti communiste) ont obtenu 15,21 % des voix. La part des voix du parti au pouvoir, Amanat, a été réduite de 71,09 % (en 2021) à 53,4 % (en 2023). Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont justement fait remarquer que si

« les élections ont introduit des éléments de compétitivité dans la vie politique, certains candidats, en particulier les candidats indépendants, ont été privés d'une chance équitable de faire campagne en raison de nombreux obstacles administratifs. En outre, la pratique du retrait des candidatures a créé un climat d'incertitude quant à la poursuite de la participation des candidats aux élections. »⁴

Les premières élections directes des *akims*, organisées à titre expérimental en novembre 2023 dans 42 districts et 3 villes d'importance régionale, n'ont pas non plus entraîné de renouveau politique au Kazakhstan. Les candidats aux fonctions d'*akim* pouvaient être présentés par un parti politique enregistré ou se présenter en tant qu'indépendants. Cependant, dans presque tous les bureaux de vote, ce sont les *akims* en fonction et leurs adjoints (41 sur 45) qui ont remporté les élections⁵, après avoir été nommés à leurs postes par le président du Kazakhstan. Cette domination n'est pas le fruit du hasard : les *akims* en fonction qui se sont présentés aux élections disposaient de toutes les ressources administratives au niveau local et ont bénéficié de l'opposition des commissions électorales locales à l'égard des candidats indépendants, tant lors de l'enregistrement que pendant le scrutin. Les rares tentatives de participation de candidats indépendants aux élections ont rencontré une forte résistance de l'appareil en place. Par exemple, dans le village d'Aktogai, région d'Abai, un habitant local, Dastan Aubakirov, ancien directeur du fonds de pension privé « BTA Kazakhstan », a remporté de manière inattendue la victoire face au maire sortant, Zair Kesikbaev, et à son adjointe, Dinara Shangereeva. Bien que la commission électorale territoriale ait initialement reconnu la victoire d'Aubakirov, les résultats ont été annulés et de nouvelles élections ont été organisées, auxquelles il n'a pas participé en raison des pressions exercées par les autorités locales⁶.

4. « Meždunarodnye nablúdateli otmetili bolee širokie vozmožnosti vybora na parlamentskih vyborah v Kazahstane pri sohranâtišhâ ograničeniâh osnovnyh svobod » [Les observateurs internationaux ont noté un choix plus large lors des élections parlementaires au Kazakhstan, malgré le maintien de restrictions fondamentales des libertés], OSCE PA, 20 mars 2023, disponible sur : www.oscepa.org.

5. B. Omarova, « Kazahstan : Na vyborah akimov pobedili akimy » [Kazakhstan : les *akims* remportent les élections des *akims*], Cabar.Asia, 8 novembre 2023, disponible sur : <https://cabar.asia>.

6. Kh. Akaeva, « Kak v posëlke vybrali akima, a v rajcentre otmenili itogi golosovaniâ » [Comment un village a élu un *akim* et le centre du district a annulé les résultats du vote], Radio Azattyk, 2 novembre 2023, disponible sur : <https://rus.azattyq.org>.

Du point de vue du renforcement des institutions de protection des droits humains, de la liberté des médias et de la société civile, des tendances négatives se sont également dessinées depuis le lancement de *Zhana Kazakhstan*. Selon le sociologue kazakhstanaï Serik Beisembaev, le régime relativement modéré de Tokaïev a, durant cette période, progressivement évolué vers un autoritarisme plus affirmé⁷. Après une brève accalmie, les persécutions et arrestations de journalistes et militants politiques ont repris : ainsi, en 2023, le célèbre militant politique Marat Zhilanbaev a été condamné à sept ans de prison pour « financement d'une organisation extrémiste » en raison de sa collaboration avec le mouvement « Choix démocratique du Kazakhstan », interdit par les autorités en 2018 pour « extrémisme », mais reconnu comme « opposition pacifique » par le Parlement européen. En août 2024, le journaliste et militant civil Duman Mukhammedkarim, dont la chaîne YouTube « Ne deidi » est devenue particulièrement populaire après les manifestations de 2022, a été condamné à la même peine pour le même motif. Zhanbolat Mamai, leader du Parti démocratique non enregistré, a été condamné à six ans de prison avec sursis pour « organisation de troubles massifs » et s'est vu interdire toute activité politique et publique.

Parallèlement, militants, journalistes et personnalités publiques ont commencé à subir des pressions suivant le « modèle russe », caractérisé par le contrôle accru de l'espace public et des médias, la surveillance des activités civiles et l'intimidation des voix dissidentes : après avoir décidé de ne pas soumettre à débat public une loi sur les agents étrangers similaire à celle utilisée depuis 2012 par le régime de Vladimir Poutine pour persécuter les dissidents en Russie, le ministère des Finances du Kazakhstan a publié en 2023 sur son site web, sans aucune justification juridique, une « liste des personnes recevant de l'argent ou des biens de la part d'États étrangers, d'organisations internationales et étrangères, d'étrangers et de personnes apatrides ». Cette liste comprend 240 personnes physiques et morales, parmi lesquelles des organisations de défense des droits de l'homme, des fondations environnementales et sociales bien connues au Kazakhstan, des publications populaires dans le pays et certains journalistes, ainsi que des représentants de fondations internationales et de grandes entreprises occidentales. Du côté du ministère des Finances, la procédure d'inscription sur la liste officielle a manqué de transparence et de lisibilité pour la société civile, et aucune voie juridique n'a été prévue pour contester ou se faire retirer de cette liste. En 2024, de nouvelles organisations y ont été ajoutées et d'anciennes en ont été retirées sans justification, renforçant l'opacité du dispositif. En outre, la liste ne comprenait pratiquement aucune organisation ou entreprise financée par la Russie : le représentant de

7. A. Tlegenova, S. Beisembaev, « Staryj "Novyj Kazahstan". Čto pomenâli reformy Tokaeva » [L'ancien « Nouveau Kazakhstan ». Ce que les réformes de Tokaïev ont changé], Carnegie Politika, 5 septembre 2024, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

Gazprombank au Kazakhstan, qui figurait dans la première version de la liste, en a été retiré quelques jours plus tard sans aucune explication. Dans l'ensemble, les autorités kazakhstanaïses n'ont pas su justifier de manière convaincante la publication de cette liste ni assurer la transparence de sa mise en œuvre. Cette pratique a été perçue par la société civile comme un outil de stigmatisation et de marginalisation des organisations non gouvernementales (ONG) et des journalistes critiques à l'égard du pouvoir.

En outre, en 2023, une disposition supplémentaire a été introduite dans le Code pénal du Kazakhstan concernant la responsabilité pour la diffusion de « fausses informations » par les utilisateurs de plateformes en ligne, ce qui, dans un régime autoritaire, vise en premier lieu les journalistes et les personnalités publiques qui critiquent les autorités officielles. Entre janvier et juillet 2024, 77 infractions administratives ont été enregistrées au titre de cette nouvelle disposition⁸. En 2024, une nouvelle loi sur les médias a également été adoptée, qui « élargit encore les possibilités de censure et de restriction du travail des publications indépendantes⁹ ». L'assassinat en juin 2024, à Kiev, d'Aidos Sadykov, auteur de la chaîne YouTube d'opposition « Baze », très suivie au Kazakhstan, a constitué un signal d'alarme pour la société civile kazakhstanaïse. Les principaux suspects, deux anciens membres des forces de sécurité kazakhstanaïse, Meyram Karataev et Altai Zhakhanbaev, n'ont pas été remis aux autorités ukrainiennes. Parallèlement, en 2023-2024, l'Ak-Orda a renforcé sa coordination avec la Russie dans le domaine du contrôle des médias et de la société civile, à travers une série d'accords bilatéraux standardisant les pratiques de régulation des ONG et de la police entre les ministères kazakhstanaïses et leurs homologues russes.

8. « V Kazakhstan načali štrafovat' blogerov za rasprostranenie "fejkov" : obzor pervyh rezul'tatov raboty zakona ob onlajn-platformah » [Le Kazakhstan a commencé à infliger des amendes aux blogueurs pour la diffusion de « faux » : examen des premiers résultats de l'application de la loi sur les plateformes en ligne], Rankings, 10 septembre 2024, disponible sur : <https://ranking.kz>.

9. A. Tlegenova, S. Beisembaev, « Saryj "Novyj Kazahstan". Čto pomenâli reformy Tokaeva », *op. cit.*

La guerre en Ukraine : un test pour la politique multivectorielle du Kazakhstan

Pour la société et les dirigeants du Kazakhstan, l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, une ancienne république soviétique, a été un choc très violent. Au cours du premier mois qui a suivi l'invasion russe en Ukraine, les actions des autorités ont semblé erratiques. D'une part, le président Tokaïev s'est entretenu par téléphone avec Vladimir Poutine, le 2 mars 2022, pour discuter de la « situation autour de l'Ukraine¹⁰ », tandis que le même jour, lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, le Kazakhstan s'est abstenu lors du vote sur la condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine. D'autre part, les autorités kazakhstanaïses ont autorisé la tenue d'un rassemblement de soutien à l'Ukraine le 6 mars 2022, qui a réuni environ 5 000 participants à Almaty¹¹. Elles ont également envoyé une aide humanitaire aux Ukrainiens les 14 et 15 mars 2022, comprenant 82 tonnes de médicaments d'une valeur totale de 2,2 millions de dollars.

Il serait cependant erroné d'y voir l'expression d'un doute de Tokaïev sur l'orientation du pays entre la Russie et l'Ukraine. Au cours de cette période, le président kazakhstanaïse a tenté, d'une part, de maintenir des relations aussi amicales que possible avec le Kremlin et, par conséquent, de réduire au minimum les risques de voir le « scénario ukrainien » se répéter au Kazakhstan et, d'autre part, de répondre aux demandes exprimées par la société kazakhstanaïse, volontés que les autorités, quelques semaines après le « Janvier sanglant », ne pouvaient pas se permettre d'ignorer.

Au cours des cinq à sept mois qui ont suivi (d'avril à novembre 2022), les dirigeants kazakhstanaïses sont passés d'une position apparemment neutre sur la guerre en Ukraine à une position *de facto* pro-Kremlin. En avril 2022, Tokaïev a publié un article intitulé « Les turbulences à travers l'Eurasie ne ralentiront pas le progrès du Kazakhstan » dans le magazine

10. « Sostoâlsâ telefonnyj razgovor Prezidenta Kasym-Žomarta Tokaeva s Prezidentom Rossii Vladimirom Putiny » [Le président Kassym-Jomart Tokayev s'est entretenu par téléphone avec le président russe Vladimir Poutine], Site officiel du président du Kazakhstan, 2 mars 2022, disponible sur : <https://akorda.kz>.

11. « V Almaty prošel miting v podderžku Ukrainy » [Rassemblement en soutien à l'Ukraine à Almaty], Exclusiv, 6 mars 2022, disponible sur : <https://exclusive.kz>.

américain *The National Interest* (dirigé par le politologue Dmitri Saims, qui collaborait étroitement avec le Kremlin). Dans cet article, Tokaïev qualifiait la guerre de la Russie contre l'Ukraine de tragédie « d'une ampleur que le continent européen n'avait pas connue depuis longtemps » et exprimait « son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, comme la grande majorité des pays du monde ». Rappelons pourtant que, lors des votes à l'Organisation des Nations unies (ONU), le Kazakhstan n'a jamais officiellement soutenu l'Ukraine ni sur la question de son intégrité territoriale, ni sur les conséquences humanitaires de l'invasion russe, ni sur la sécurité des installations nucléaires. En outre, les dirigeants kazakhs n'ont pas assisté, au cours de la première année de la guerre, au défilé de la Victoire à Moscou le 9 mai, où Vladimir Poutine s'est retrouvé complètement seul. Au début du mois de juillet 2022, d'importantes tensions ont éclaté entre les deux pays à la suite de la suspension, à l'initiative de la Russie, du Caspian Pipeline Consortium (CPC), principal oléoduc du Kazakhstan à travers lequel il exporte les deux tiers du pétrole qu'il produit. Si le prétexte officiel invoquait des problèmes environnementaux, la suspension est intervenue en réalité le lendemain d'un entretien avec le président du Conseil européen Charles Michel, lors duquel Tokaïev exprimait la volonté du Kazakhstan de contribuer à l'atténuation de la crise énergétique en Europe.

Si ces mesures peuvent être perçues comme l'expression d'une forme de neutralité du Kazakhstan, l'Ak-Orda a parallèlement amorcé un rapprochement officiel avec le Kremlin. En 2022, Tokaïev a rencontré Poutine de manière régulière, tant en Russie qu'au Kazakhstan. De plus, immédiatement après sa réélection lors des élections présidentielles anticipées, c'est en Russie que Tokaïev a effectué, en novembre 2022, sa première visite officielle en tant que président. Après cette rencontre, une déclaration a été signée à l'occasion du 30^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Ce document, en 37 points, souligne que la Russie et le Kazakhstan « s'abstiennent de toute action susceptible de nuire au partenariat stratégique et aux relations d'alliance entre les deux États », et réaffirme l'attachement mutuel aux accords de coopération et de bon voisinage précédemment conclus. En conséquence, alors qu'entre 2019 et 2021, Tokaïev se rendait en Russie en moyenne deux à trois fois par an, ce nombre a atteint sept visites en 2022.

Au cours des années 2023-2024, la position pro-russe du Kazakhstan s'est consolidée. L'aide humanitaire à l'Ukraine a été réduite à des initiatives purement privées : la célèbre « yourte de l'invincibilité » à Kiev, l'aide à la réparation d'un hôpital à Mikolaïv et l'envoi de colis humanitaires ont été organisés soit par des hommes d'affaires kazakhstanaï, soit par des

organisations publiques¹². La rhétorique de Tokaïev à l'égard de l'agression militaire russe contre l'Ukraine est devenue de plus en plus explicitement pro-russe. Ainsi, en juin 2023, il a souligné que la Russie restait un partenaire stratégique essentiel du Kazakhstan. Au cours de la même année, il a activement promu l'idée de négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine, grâce auxquelles le Kremlin cherchait à contraindre la communauté internationale à légitimer l'annexion des territoires ukrainiens. En 2024, Tokaïev a clairement exprimé sa vision pro-russe non seulement de la guerre en Ukraine, mais aussi de l'ensemble du système international. Lors d'une rencontre avec le chancelier allemand Olaf Scholz, à Astana, le président kazakhstanaï lui affirme que la Russie est militairement « invincible », laissant entendre qu'il serait vain de lutter contre Moscou, dont la victoire était inéluctable.

Il est important de noter que, malgré les tentatives de diversification de la coopération militaro-technique en 2022-2023 avec la Turquie, l'Azerbaïdjan et Israël, le Kazakhstan reste extrêmement dépendant de la Russie sur le plan militaire. En 2024, plus de 90 % du matériel militaire du Kazakhstan provient de sources soviétiques ou russes. Le pays dépend entièrement de la Russie dans des domaines tels que les systèmes de défense aérienne, les hélicoptères d'attaque, les avions de combat, l'artillerie tractée, les véhicules de reconnaissance et de patrouille, ainsi que les chars de combat et l'artillerie automotrice. Le Kazakhstan participe également à tous les exercices militaires de l'OTSC, tandis que les exercices avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ont cessé après 2020. Les liens doctrinaux entre les dirigeants militaires et politiques de la Russie et du Kazakhstan restent solides : les hauts responsables militaires, y compris les ministres de la Défense et d'autres officiers de haut rang, suivent régulièrement des formations dans des établissements militaires russes. Dans l'ensemble, environ 90 % des militaires kazakhstanaï qui suivent une formation à l'étranger étudient dans des universités militaires russes. Au total, le pays compte environ 80 000 militaires en service, dont environ 40 000 sont des militaires de carrière en service permanent dans les forces armées officielles du pays (armée, marine, forces aériennes et autres types de troupes)¹³.

Bien que le mercenariat constitue officiellement un crime pénal au Kazakhstan (comme dans les autres républiques d'Asie centrale), la participation de citoyens kazakhstanaï à la guerre de la Russie contre l'Ukraine n'a pas été source de tensions entre Moscou et Astana. Selon le projet ukrainien « Je veux vivre », entre 2022 et 2025, 661 Kazakhs ont été

12. N. Drobny, « Spravžnâ dopomoga : kto i kak v Kazahstane prodolžayet podderživat' Ukrainu » [Une aide véritable : qui aide et comment se poursuit le soutien à l'Ukraine au Kazakhstan], Orda, 24 février 2024, disponible sur : <https://orda.kz>.

13. Classement de la puissance militaire 2025, Global Fire Power, disponible sur : www.globalfirepower.com.

envoyés en Ukraine pour participer à la guerre (à titre de comparaison, 1 100 Ouzbeks et 360 Kirghizes ont été envoyés en Ukraine). Finalement, en 2025, huit personnes ayant participé en tant que mercenaires à cette guerre ont été condamnées au Kazakhstan.

Les questions territoriales et la diaspora russe, qui représente 18 % des 20 millions d'habitants du pays, restent également un levier de pression important de la Russie sur le Kazakhstan. Tout au long de l'histoire du Kazakhstan indépendant, les politiciens et les journalistes russes ont fait à plusieurs reprises des déclarations et des propositions provocatrices sur l'intégrité territoriale, la souveraineté et les problèmes de la population russophone du Kazakhstan. En 2022-2024, le nombre de telles déclarations a augmenté. En 2023, le député Alexeï Jouravlev, vice-président de la commission de la défense de la Douma russe, a déclaré qu'il faudrait « supprimer le Kazakhstan¹⁴ ». En 2024, un autre député influent de la Douma, Piotr Tolstoï, a déclaré que le Kazakhstan pourrait devenir « le prochain problème » de la Russie après l'Ukraine¹⁵. Malgré la vive réaction de l'opinion publique kazakhstanaise à de telles déclarations, les autorités ont toujours cherché à apaiser la situation : entre 2020 et 2023, le gouvernement n'a convoqué officiellement l'ambassadeur de Russie que trois fois pour exprimer son mécontentement, alors que pendant ces mêmes années, les politiciens et les journalistes russes ont remis en question la souveraineté du Kazakhstan au moins quatorze fois. En réaction à la dernière déclaration de Piotr Tolstoï, le président du Sénat kazakhstanaise, Maulen Achimbayev, a appelé à « ne pas dramatiser la situation¹⁶ ».

En 2022-2023, au moins deux incidents importants se sont produits au sein de la diaspora russe du Kazakhstan. Un habitant d'Ouralsk, Maxime Yakovtchenko, a appelé sur les réseaux sociaux à rendre Petropavlovsk, Pavlodar et Ouralsk à la Russie. En outre, des membres du « Conseil populaire des travailleurs » (Petropavlovsk) ont déclaré qu'ils ne reconnaissaient pas la République du Kazakhstan et souhaitaient revenir dans la RSS kazakhe. Dans les deux cas, les autorités kazakhstanaises ont engagé des poursuites pénales : si M. Yakovchenko a réussi à fuir en Russie et à demander l'asile politique, les représentants du « Conseil populaire des travailleurs » ont été condamnés en 2023 à des peines de prison (de 7 à 9 ans). Moscou n'est pas intervenu dans ces processus et a laissé Astana conduire les procédures judiciaires. Ainsi, ces dernières années, le Kremlin

14. « Žuravlev – dlâ OSN :Kazakhstan dogonâet Ukrainu po rusofobii, ego nado “otmenit” » [Zhuravlev est pour l'OSN : le Kazakhstan rattrape l'Ukraine en matière de russophobie, il faut le « supprimer »], Parti Rodina, 3 mars 2023, disponible sur : <https://rodina.ru>.

15. « Rossijskij deputat Petr Tolstoj obvinil Kazakhstan v rusofobii i vspomnil pro “gorod Vernyj” » [Le député russe Piotr Tolstoï accuse le Kazakhstan de russophobie et évoque « Gorod Vernyj »], *Nastoâšee Vremâ*, 31 mai 2024, disponible sur : www.currenttime.tv.

16. Le Kazakhstan a dressé une « liste noire » de politiciens et de journalistes russes interdits d'entrée sur le territoire. Voir « Kazakh Minister Admits To List Of People Barred From Entering Country Over Comments », Radio Free Europe, 3 octobre 2023, disponible sur : www.rferl.org.

a exercé une pression sur le Kazakhstan concernant les questions d'intégrité territoriale et la diaspora russe, et s'est en même temps abstenu de toute action brutale ou d'ingérence ouverte dans les affaires intérieures du pays.

En 2022, après l'annonce d'une mobilisation partielle en Russie, des milliers de citoyens russes sont arrivés au Kazakhstan : la plupart d'entre eux sont ensuite partis vers d'autres pays, mais environ 80 000 relocalisés russes ont été régularisés et se sont installés au Kazakhstan. Les nouveaux arrivants n'ont pas eu d'influence significative sur la diaspora russe ni sur la politique du Kremlin à l'égard du Kazakhstan. Cependant, leur présence et leur activité professionnelle ont eu un impact important sur la situation économique, en particulier à Almaty (voir ci-dessous).

En résumé, il convient de souligner que, ces dernières années, sous la pression de facteurs internes et externes, la politique multivectorielle du Kazakhstan a été fragilisée. On observe une tendance au renforcement du rôle de la Russie et à la neutralisation des contrepoids à son influence, tels que la coopération avec l'Occident, la Chine et la Turquie. Les relations avec les pays de l'Union européenne (UE) et les États-Unis ont toujours été relativement limitées et se cantonnaient à quelques secteurs restreints, le plus important étant l'extraction pétrolière, où les entreprises occidentales occupaient une position dominante dans les années 1990. Cependant, depuis 2022, le gouvernement kazakhstanaï a entrepris de revoir ses accords avec les compagnies pétrolières occidentales, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur l'équilibre géopolitique dans ce secteur. Par exemple, en 2023, le gouvernement a intenté une action en justice contre le CPC (qui comprend des sociétés occidentales telles que Shell, ExxonMobil, Eni et TotalEnergies) réclamant 13 milliards de dollars¹⁷.

Le gouvernement kazakhstanaï a récemment entamé un lent rapprochement avec la Turquie, notamment dans le domaine de l'industrie militaire. Toutefois, la coopération reste limitée à quelques projets – par exemple, la construction d'une usine de drones Baykar Defence au Kazakhstan – et n'a pas eu d'impact significatif sur la dépendance du Kazakhstan à l'égard de la Russie dans ce domaine. Ces dernières années, la Chine a renforcé activement sa coopération avec le Kazakhstan, en particulier dans les domaines du commerce et de la logistique, dans le cadre du projet chinois des Nouvelles routes de la soie. Cependant, cette coopération, qui n'a pas dépassé le cadre d'intérêts économiques concrets, n'est pas un contrepoids réel à la Russie sur le plan géopolitique.

À l'heure actuelle, Moscou et Pékin parviennent à concilier leurs intérêts en Asie centrale sans entrer en concurrence ni en confrontation directe. En janvier 2022, au plus fort de la crise au Kazakhstan, la Chine n'a pas joué le

17. R. Kospanov, « Začem Kazahstan peresmatrivaet kontrakty s neftânymi korporaciâmi » [Pourquoi le Kazakhstan réexamine ses contrats avec les sociétés pétrolières], Exclusiv, 8 mai 2025, disponible sur : <https://exclusive.kz>.

rôle de garant de la stabilité du pouvoir, contrairement à la Russie. Quelques mois plus tard, en septembre 2022, Xi Jinping s'est rendu dans le pays pour une visite d'État et a tenu des pourparlers avec Tokaïev. Dans un article consacré à cette visite et publié sur le site web du gouvernement kazakhstanaï, le dirigeant chinois a fait la déclaration suivante :

« Quelle que soit l'évolution de la situation internationale, nous continuerons à soutenir fermement le Kazakhstan dans la défense de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, à appuyer résolument les réformes que vous menez pour assurer la stabilité et le développement, et à nous opposer catégoriquement à toute ingérence de quelque force que ce soit dans les affaires intérieures de votre pays. »¹⁸

Dans certains médias, cette déclaration a été présentée comme une garantie de sécurité du Kazakhstan de la part de la Chine (sans préciser contre quelles menaces externes et internes). Toutefois, ces garanties n'ont pas été officiellement confirmées par la partie chinoise : cette citation n'a été reprise ni sur le site web du ministère chinois des Affaires étrangères, ni sur le site web de la principale agence de presse officielle de la République populaire de Chine, Xinhua, dans les articles consacrés à la visite de Xi Jinping au Kazakhstan. En outre, les déclarations d'attachement à l'intégrité territoriale, à la protection de la souveraineté et à la non-ingérence dans les affaires intérieures ont déjà été fréquemment utilisées par la diplomatie chinoise, y compris avec l'Ukraine¹⁹ et d'autres pays d'Asie centrale²⁰.

Ainsi, en matière de sécurité, la situation en Asie centrale n'a pas connu de changements significatifs au cours des dernières décennies : la Russie reste la puissance dominante, capable d'attiser comme d'apaiser les conflits armés.

L'affaiblissement des contrepoids traditionnels dans la politique étrangère du Kazakhstan a joué en faveur de la Russie. D'une part, Moscou a considérablement accru son influence en intervenant de manière décisive lors de la crise politique interne de janvier 2022, ce qui a permis à Tokaïev de conserver son pouvoir. D'autre part, la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, bien qu'elle ait été un choc pour la société kazakhstanaïse, a servi d'avertissement implicite, illustrant le coût élevé que peuvent payer les voisins « désobéissants ».

18. « President Kassym-Jomart Tokayev Held a Biltaral Meeting with President Xi Jinping of China », site officiel du président du Kazakhstan, 14 septembre 2022, disponible sur : <https://akorda.kz>.

19. « On Ukraine, Xi Supports Territorial Integrity: White House », Reuters, 24 mars 2014, disponible sur : www.reuters.com ; « Chinese President Xi Jinping Tells Russia to "Respect Territorial Integrity" of Ukraine », *The Standard*, 15 novembre 2022, disponible sur : www.standard.co.uk.

20. « Xi Jinping Meets with President Almazbek Atambayev of Kyrgyzstan », Ambassade de la République populaire de Chine en République des Philippines, 16 mai 2017, disponible sur : <https://ph.china-embassy.gov.cn> ; « Xi Jinping Meets with Uzbek President Shavkat Mirziyoyev », Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 17 octobre 2023, disponible sur : www.fmprc.gov.cn ; « China's Xi Pledges Support for Tajikistan "Territorial Integrity" », RFI, 5 juillet 2024, disponible sur : www.rfi.fr.

Renforcement des liens économiques entre le Kazakhstan et la Russie après 2022

Après *Kandy Kantar* et le début de la guerre en Ukraine, l'influence de la Russie au Kazakhstan s'est renforcée non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique. Depuis 2022, les relations commerciales, financières et énergétiques entre les deux pays se sont intensifiées, accentuant la dépendance du Kazakhstan vis-à-vis de Moscou.

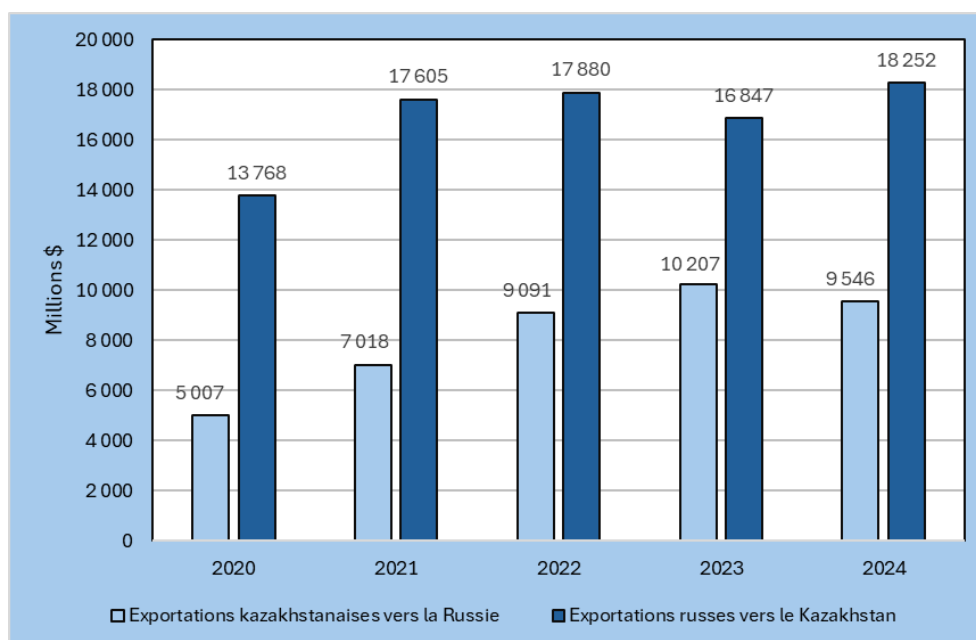
Depuis 2022, date à laquelle l'UE et les États-Unis ont imposé des sanctions financières à la Russie, le Kazakhstan est devenu l'un des principaux partenaires des entreprises russes, assurant ce que l'on appelle les « importations parallèles » – un mécanisme permettant à Moscou d'accéder à des biens soumis à sanctions sans l'autorisation des détenteurs de droits. Les entreprises kazakhstanaïses ont eu une occasion unique de tirer profit de l'afflux de capitaux russes, de la croissance du commerce et de l'augmentation des investissements. Les opérations commerciales en roubles ont cependant augmenté, provoquant une fuite massive de devises convertibles hors du Kazakhstan²¹. Cela a eu de graves conséquences négatives pour l'économie kazakhstanaïse : renforcement de l'inflation, pénurie de devises sur le marché, augmentation du déficit budgétaire et affaiblissement de la monnaie nationale.

En 2022, le commerce extérieur du Kazakhstan a augmenté de 32 % par rapport à 2021, pour atteindre 134,4 milliards de dollars. Les exportations ont augmenté de 40 % (à 84,3 milliards de dollars) et les importations de 21 % (à 50 milliards de dollars). Cependant, cette croissance n'a pas apporté de réels avantages économiques au Kazakhstan, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, une part importante des importations supplémentaires ne reste pas au Kazakhstan, mais est réexportée vers la Russie. Ces dernières années, le Kazakhstan est devenu une plaque tournante pour les importations parallèles, achetant des marchandises en Chine, en Turquie et en Europe et les réexportant vers la Russie sans créer de valeur ajoutée. En fin de compte, la réexportation ne

21. R. Abdrakhmanov, « Nalogovoe neravenstvo : spasenie bûdžeta – v obespečenii spravedlivosti » [Inégalités fiscales : le salut du budget réside dans l'assurance de la justice], Spik.kz, 11 février 2025, disponible sur : <https://spik.kz>.

stimule pas le développement de l'économie kazakhstanaise, mais contribue uniquement à faire du pays un centre logistique de transbordement. Deuxièmement, la plupart de ces transactions sont effectuées en roubles russes, ce qui entraîne une fuite des devises hors du Kazakhstan. Au lieu de percevoir des revenus en dollars ou en euros, le Kazakhstan doit accumuler des roubles illiquides, difficiles à convertir et à utiliser sur les marchés internationaux. Cela entraîne un affaiblissement significatif du tenge, la monnaie nationale, par rapport aux devises mondiales et lie le marché financier du Kazakhstan à la politique monétaire de la Banque centrale de la Fédération de Russie, ce qui accroît la dépendance économique du pays vis-à-vis de la Russie.

Tableau 1. Croissance des exportations du Kazakhstan vers la Russie de 2020 à 2024



Source : Bureau national des statistiques du Kazakhstan.

Au cours des trois dernières années, les entreprises russes ont transféré un nombre important d'opérations commerciales au Kazakhstan. Bénéficiant des privilèges accordés aux pays membres de l'UEE, elles ont obtenu en une journée et selon une procédure simplifiée un numéro d'identification individuel (IIN) qui leur a permis d'enregistrer leur société, d'ouvrir des comptes bancaires, de conclure des contrats de travail et de travailler légalement, ainsi que de participer à des transactions publiques et commerciales. Ainsi, depuis 2022, le Kazakhstan connaît une forte augmentation de la présence d'entreprises russes, passant de 7 500 en 2021 à 23 600 en septembre 2024²². Cependant, la plus forte croissance a été

22. Après la Russie, le Kazakhstan est suivi par l'Ouzbékistan (6 938), la Chine (6 272) et la Turquie (212) en termes de nombre d'entreprises enregistrées.

observée dans le secteur du commerce, ce qui est vraisemblablement lié aux opérations de réexportation de marchandises soumises à des sanctions.

Tableau 2. Évolution de l'enregistrement des entreprises russes au Kazakhstan en 2021-2024

Données	Pays de participation	Total (étranger)	Inclus		
			Petites	Moyennes	Grandes
Janvier 2021	Total	22 557	21 972	317	268
	Russie	7 516	7 366	103	47
Janvier 2022	Total	37 813	37 137	376	264
	Russie	11 515	11 345	116	54
Janvier 2023	Total	48 134	47 354	353	247
	Russie	18 906	18 741	117	48
Septembre 2024	Total	59 010	58 445	340	226
	Russie	23 639	23 458	99	51

Source : Bureau national des statistiques du Kazakhstan.

Selon certaines sources, en 2022, une circulaire officielle accordant un traitement préférentiel aux entreprises russes a été diffusée au sein de l'organisme public chargé d'attirer les investissements étrangers « Kazakh Invest ». Cette politique sélective a permis aux entreprises russes de bénéficier de conditions avantageuses pour exercer leurs activités au Kazakhstan. Depuis 2022, les investissements russes au Kazakhstan n'ont cessé d'augmenter. Alors que la Russie – comme la Chine – n'avait jamais figuré parmi les trois principaux investisseurs du pays, traditionnellement occupés par les Pays-Bas, les États-Unis et la Suisse, la Russie, s'est hissée à la première place en 2024, avec un investissement record de 4 milliards de dollars²³.

L'influence du capital russe s'est particulièrement affirmée dans les secteurs stratégiques de l'économie kazakhstanaise, notamment dans l'extraction d'uranium. Par exemple, le 1^{er} janvier 2024, les autorités kazakhstanaïses ont suspendu l'exploitation du plus grand gisement du pays, Inkai, détenu à 40 % par la société canadienne Cameco, sous prétexte de « non-présentation des documents requis²⁴ ». Ce gisement joue un rôle

23. Zh. Zhazetova, « Russia Outperforms the Netherlands as the Largest Investor in Kazakhstan », Kursiv, 2 avril 2025, disponible sur : <https://kz.kursiv.media>.

24. R. Karataeva, « “Kazatomprom” ostanovil dobyču urana k razočarovaniū kanadcev : čto proishodit na mestoroždenii Inkaj » [Kazatomprom a suspendu l'extraction d'uranium au grand dam des Canadiens : que se passe-t-il sur le gisement d'Inkai ?], Orda, 4 janvier 2025, disponible sur : <https://orda.kz>.

clé dans la production mondiale d'uranium, et sa fermeture pourrait avoir de graves répercussions tant sur les exportations que sur l'ensemble de l'économie kazakhstanaise. La fermeture d'Inkai a coïncidé avec le renforcement de la présence en Kazakhstan de la société russe Rosatom, qui a considérablement augmenté sa part dans le pays au cours des trois dernières années. À ce jour, par l'intermédiaire de sa filiale Uranium One Group, elle contrôle 58 % des réserves d'uranium dans des co-entreprises avec le Kazakhstan, ce qui en fait l'acteur étranger dominant dans ce secteur.

De plus, les entreprises russes ont commencé à participer activement à la construction et à la modernisation des installations énergétiques au Kazakhstan. Actuellement, le projet de construction de trois centrales thermiques à Kokshetau, Semeï et Oust-Kamenogorsk, réalisé avec la participation de l'entreprise russe Inter RAO, est en phase de conclusion des contrats de conception. Le coût estimatif de ces projets s'élève à 2,7 milliards de dollars, et le début des travaux est prévu pour 2025. En outre, Inter RAO est considéré comme l'un des participants potentiels au projet national « Modernisation des secteurs de l'énergie et des services communaux » (2025-2029), qui prévoit des investissements colossaux de 25,5 milliards de dollars. Surtout, en juin 2025, Rosatom a remporté un appel d'offres stratégique en devenant le chef de file du consortium chargé de construire la première centrale nucléaire du pays, devançant EDF et Korea Hydro & Nuclear Power²⁵. Le coût estimatif de ce projet (centrale de 2 800 MW) est évalué entre 14 et 28 milliards de dollars ; en cas de construction de plusieurs centrales, le montant total pourrait dépasser 40 à 60 milliards de dollars.

En dehors des secteurs stratégiques, l'implantation économique russe au Kazakhstan reste principalement concentrée sur les activités commerciales et d'intermédiation, sans réelle valeur ajoutée pour l'économie nationale²⁶. La croissance quantitative des entreprises russes au Kazakhstan n'a entraîné ni augmentation significative des recettes fiscales – le budget ayant accusé un déficit de 7,45 milliards de dollars – ni stimulation de l'investissement étranger. Au contraire, on observe une chute spectaculaire des investissements directs étrangers : en seulement neuf mois en 2024, ils ont reculé de plus de trente fois, passant de 2,3 milliards de dollars en 2023 à 72,9 millions. Si les autorités officielles expliquent ce phénomène par des facteurs cycliques – comme l'achèvement du projet du gisement pétrolier de Tengiz –, d'autres éléments révèlent une tendance plus systémique. Une chute aussi brutale des investissements

25. « “Rosatom” vozglavit stroitel'stvo pervoj AËS v Kazahstane. Kak Astana delala vybor » [Rosatom va diriger la construction de la première centrale nucléaire au Kazakhstan. Comment Astana a fait son choix], Radio Azattyk, 14 juin 2025, disponible sur : <https://rus.azattyq.org>.

26. Voir les principaux indicateurs du commerce entre la République du Kazakhstan et les pays de l'UEE par région sur le site du Bureau national des statistiques du Kazakhstan : <https://stat.gov.kz>.

pourrait témoigner de l'inquiétude des partenaires étrangers du Kazakhstan quant à l'instabilité politique et aux perspectives économiques du pays. La crainte croissante que le Kazakhstan ne fasse l'objet de sanctions secondaires joue également. La détérioration de la situation socio-économique dans le pays exerce une pression supplémentaire sur le climat d'investissement : la hausse de l'inflation et la baisse du niveau de vie créent une incertitude qui rend le Kazakhstan moins attractif pour les investissements à long terme.

L'afflux d'émigrants russes entre 2022 et 2024 a également eu un impact significatif sur l'économie du pays. L'arrivée des Russes au Kazakhstan, après le début de la mobilisation décrétée par le Kremlin en septembre 2022, a constitué l'une des plus importantes vagues migratoires de l'histoire récente du pays. Les 937 000 migrants russes ont considérablement alourdi la charge qui pèse sur les infrastructures financières et sociales du Kazakhstan. Bien que la plupart d'entre elles l'aient utilisé comme point de passage temporaire et aient fini par repartir, les 80 000 personnes restantes sont devenues un élément important de l'économie et du marché du travail du Kazakhstan. Les migrants russes ont tout d'abord eu un impact sur le marché locatif : en 2022, les loyers à Almaty et Astana ont augmenté de 30 % en raison de la forte demande des migrants, ce qui a aggravé la situation de la population locale, en particulier dans les grandes villes. Deuxièmement, l'afflux de citoyens russes disposant d'un pouvoir d'achat relativement élevé a entraîné une augmentation de la demande de biens et de services, ce qui a contribué à la hausse de l'inflation et des anticipations inflationnistes au Kazakhstan. Troisièmement, bien que l'arrivée de nouveaux spécialistes sur le marché du travail n'ait pas entraîné de chômage massif, la concurrence s'est intensifiée dans certains secteurs – tels que l'informatique, les médias et les affaires – compliquant l'insertion des entreprises et des professionnels locaux.

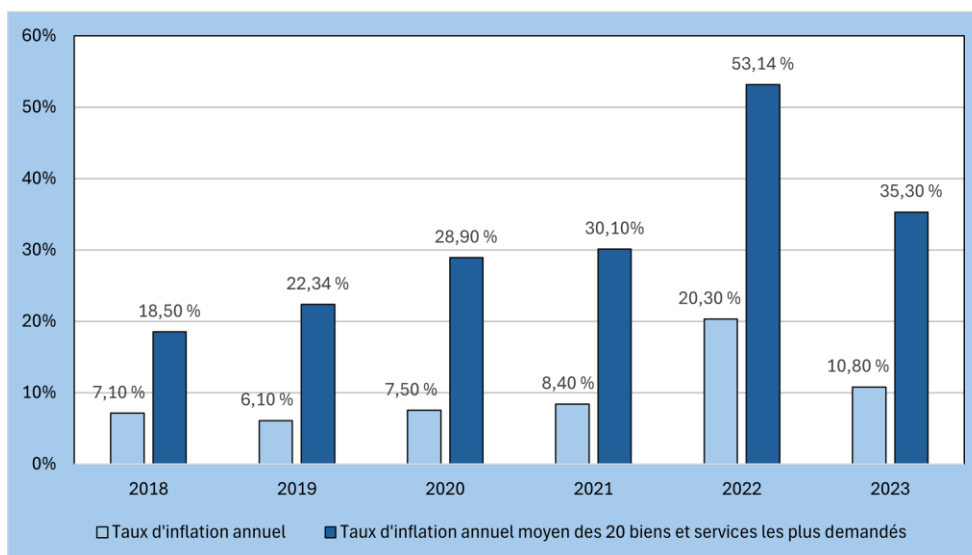
Ainsi, loin de générer les bénéfices économiques attendus, le renforcement de l'intégration économique avec la Russie a exposé le Kazakhstan à d'importants défis socio-économiques.

Premièrement, l'inflation galopante et la dévaluation. En 2022, le taux d'inflation global au Kazakhstan a atteint 20,3 % en raison de la hausse de la demande russe et de la dévaluation du tenge. L'inflation moyenne des biens et services a atteint un niveau record de 53,14 %. En 2023, l'inflation a baissé à 10,8 %, mais les prix des biens ont continué d'augmenter pour atteindre 35,3 %. La libre convertibilité du rouble a été le principal facteur économique à l'origine de l'inflation. L'inondation du marché kazakhstanaï des roubles non convertibles a entraîné une offre excédentaire de roubles, ce qui a contribué à la dévaluation du tenge, à la hausse des prix des produits importés et à une hausse générale des prix. En outre, cela a stimulé la demande de biens importés en devises convertibles, accentuant les processus inflationnistes. Depuis 2021, le volume des transactions en

roubles sur la Bourse du Kazakhstan (KASE) a été multiplié par huit, et sur le marché hors cote, par vingt-six. Ce développement a provoqué une demande excessive de marchandises, une hausse des prix et une pression supplémentaire sur le tenge. Après la déconnexion des grandes banques russes du système SWIFT et l'introduction de restrictions à l'encontre de la Bourse de Moscou, le Kazakhstan est devenu une place importante pour les opérations monétaires, ce qui a renforcé la dépendance financière du pays vis-à-vis de la Russie, contribué à la baisse de la confiance des investisseurs étrangers et à l'augmentation des sorties de capitaux.

Deuxièmement, le déficit budgétaire et les prélèvements sur le Fonds national. La libre circulation du rouble russe au Kazakhstan a favorisé le « commerce parallèle », permettant à la Russie de se passer de ses propres réserves de devises, qui sont déficitaires. Cela a provoqué une forte pénurie de devises étrangères au Kazakhstan et une flambée de l'inflation. En conséquence, les prélèvements sur le Fonds national ont fortement augmenté. En 2022, les transferts s'élevaient déjà à environ 10 milliards de dollars, puis à environ 11,7 milliards de dollars en 2023, et enfin à environ 12 milliards de dollars en 2024.

Tableau 3. Inflation annuelle et inflation moyenne des 20 biens/services les plus demandés au Kazakhstan sur la période 2018-2023



Source : Bureau national des statistiques du Kazakhstan.

L'augmentation du déficit budgétaire au Kazakhstan en 2022-2024 est directement liée à l'intensification des processus inflationnistes causés par des facteurs externes et internes. En 2024, l'État a perdu environ 7,45 milliards de dollars de recettes fiscales, ce qui constitue un record et représente près de trois fois plus qu'en 2023 (environ 2,85 milliards de dollars). La dévaluation du tenge, provoquée par l'afflux de roubles russes et le déficit monétaire, a entraîné une hausse des prix, qui a réduit le

pouvoir d'achat de la population. Dans le même temps, le gouvernement a été contraint d'augmenter ses engagements sociaux et de procéder à une indexation accélérée des retraites et des revenus des fonctionnaires : rien qu'en 2022, leur volume a augmenté de 2 milliards de dollars par rapport à 2021. Au cours de la même période, on a observé une forte croissance de l'économie souterraine, un ralentissement de l'activité des entreprises kazakhstanaïses et une accélération de la fuite des capitaux²⁷. Cette combinaison a engendré une dynamique paradoxale : entre 2022 et 2024, malgré la progression officielle du produit intérieur brut (PIB) et du volume du commerce extérieur, les recettes fiscales ont fortement diminué. Cette baisse a entraîné une augmentation des transferts du Fonds national et aggravé la crise budgétaire. Ces processus étaient liés non seulement à l'influence de la Russie, mais aussi à l'accentuation de tendances macroéconomiques défavorables, exacerbées par les événements de janvier 2022, qui ont fragilisé le climat des affaires, accéléré la fuite des capitaux et affaibli l'attractivité du pays pour les investisseurs.

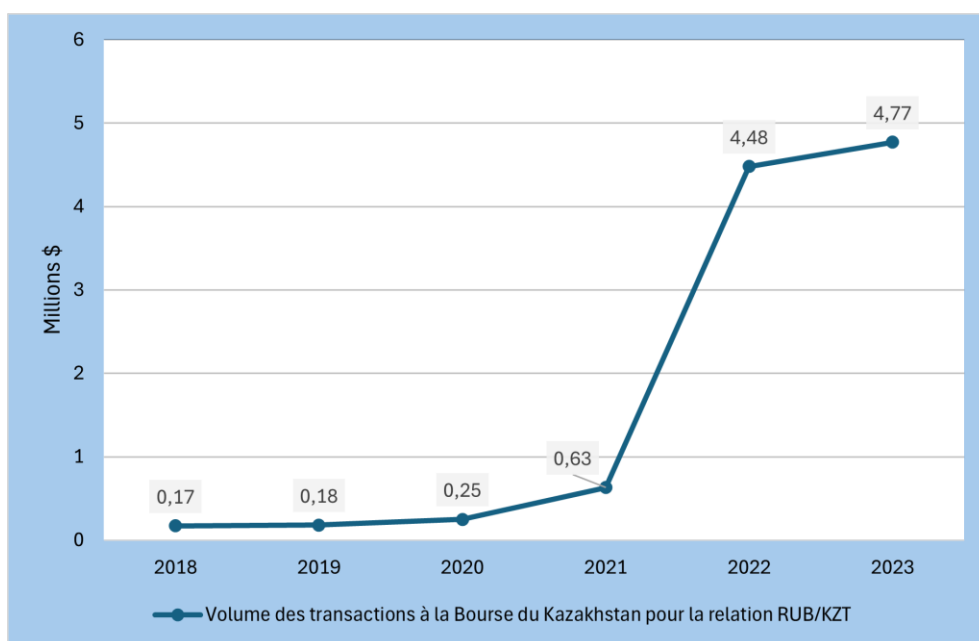
Troisièmement, le retrait des capitaux et les restrictions monétaires. Ces dernières années, on observe une forte augmentation des sorties de devises et des retraits de capitaux du Kazakhstan. Entre 2021 et 2024, les investisseurs étrangers ont retiré 92,5 milliards de dollars du pays, ce qui a accru la pression sur le tenge, provoqué une hausse de l'inflation et accéléré l'épuisement des réserves. Afin de stabiliser le marché des devises, les autorités ont introduit des restrictions sur les opérations de change à compter du 1^{er} janvier 2025. Il est important de noter que les investissements européens ont toujours joué un rôle particulier pour l'économie kazakhstanaïse : depuis l'indépendance du Kazakhstan, ils ont été un indicateur important de la stabilité économique et politique du pays, et donc de son attractivité pour les autres pays.

En outre, l'instabilité du rouble russe a créé des risques macroéconomiques supplémentaires, détériorant le climat d'investissement au Kazakhstan. Les entrepreneurs kazakhs qui acceptent des paiements en roubles les convertissent en devises fortes (dollars, euros, yuans) pour acheter des produits dans des pays tiers destinés au marché russe, ce qui entraîne des pertes de change. La dépréciation continue du rouble, résultant des sanctions, entraîne par ailleurs des pertes imprévues. Il en résulte une augmentation des coûts pour les entreprises, une accélération de l'inflation et une réduction du pouvoir d'achat de la population. L'influence du rouble russe sur le marché financier fait l'objet de vifs débats tant au niveau politique qu'au niveau des experts, mais les autorités kazakhstanaïses sont contraintes, pour des raisons politiques, d'éviter toute mesure radicale visant à limiter la conversion du rouble. Dans le même

27. M. Elisarov, « Èkonomika Kazahstana vozvrašaetsâ v ten' » [L'économie du Kazakhstan retourne dans l'ombre], Exclusiv, 27 janvier 2025, disponible sur : <https://exclusive.kz>.

temps, le maintien de la situation actuelle entraîne un affaiblissement supplémentaire du tenge, une hausse de l'inflation et une aggravation de la crise des finances publiques, nécessitant la recherche de solutions pour minimiser ces risques.

Tableau 4. Évolution du rapport entre le volume des échanges commerciaux en roubles et en dollars au Kazakhstan en 2018-2023



Source : Bourse du Kazakhstan (KASE).

Il ne faut toutefois pas oublier que la Russie contrôle les exportations de pétrole kazakhstanaï transitant par le CPC, qui traverse en partie son territoire : près de 70 % des recettes annuelles en devises convertibles du Kazakhstan proviennent de la vente de pétrole exporté via le CPC. Le projet « Middle corridor », actuellement en discussion, ne constitue toutefois pas une solution à ce problème. En effet, il s'agit d'un projet de transport terrestre et maritime (ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars, ligne transkazakhe et route maritime sur la mer Caspienne entre Aktaou et Bakou), dont la capacité de transit restera encore longtemps marginale en termes d'exportation de pétrole²⁸. Par ailleurs, ce projet se heurte à de nombreux problèmes d'infrastructure, allant des volumes limités de transport par pétroliers à la vétusté des ports et au manque de locomotives²⁹.

28. « Europe's Hunt for Natural Resources in Central Asia », Oilprice, 5 mai 2025, disponible sur : <https://oilprice.com>.

29. P. Aguiar, « The Middle Corridor: A Route Born of the New Eurasian Geopolitics », *Geopolitical Monitor*, 23 janvier 2025, disponible sur : www.geopoliticalmonitor.com.

Les espoirs selon lesquels la Chine et la Turquie pourraient, dans le contexte actuel, contrebalancer l'influence politique et économique de la Russie au Kazakhstan ne se matérialisent pas. Malgré la popularité dans la société des idées liées au Grand Turan et à l'Organisation des États turcs (OET), le potentiel de rapprochement avec la Turquie est limité. La Turquie déclare régulièrement son intérêt pour un renforcement de la coopération, mais le Kazakhstan reste passif en raison de ses liens étroits avec la Russie dans le cadre de l'UEE et de l'OTSC. En 2023, le commerce extérieur du Kazakhstan avec la Turquie s'élevait à 6 milliards de dollars, contre 27 milliards de dollars avec la Russie. De même, les investissements russes dans le pays dépassent 50 milliards de dollars, contre seulement 4,6 milliards de dollars pour la Turquie.

Le développement de la coopération économique avec la Chine reflète davantage le rôle croissant du Kazakhstan comme pays de transit que l'approfondissement de leurs relations bilatérales. En 2023, le commerce extérieur entre les deux pays a atteint 30 milliards de dollars, les importations en provenance de Chine (15,4 milliards de dollars) dépassant pour la première fois les exportations kazakhes (14,6 milliards de dollars). En 2022, le volume des marchandises en transit à travers le territoire du Kazakhstan a atteint 15,5 millions de tonnes, soit 2 millions de tonnes de plus qu'en 2021 et presque le double du niveau de 2018. Cette croissance est principalement liée aux livraisons de matériel de transport (camions, voitures particulières, tracteurs). En 2023, le transit a atteint un niveau record de 18,5 millions de tonnes.

En ce qui concerne les véhicules de transport de marchandises, le volume du transit est passé de 126 900 tonnes en 2021 à 650 700 tonnes en 2022, puis à 1,31 million de tonnes en 2023, soit une multiplication par plus de dix en deux ans. En ce qui concerne les voitures particulières, le volume est passé de 103 400 tonnes en 2021 à 173 200 tonnes en 2022, avant d'atteindre 835 300 tonnes en 2023, soit une multiplication par huit sur la même période. Pour les tracteurs, la croissance est encore plus marquée : de 20 800 tonnes en 2021 à 116 700 tonnes en 2022 puis 623 300 tonnes en 2023, soit près de trente fois plus en deux ans. Ces trois catégories de produits relèvent du champ des biens susceptibles d'être soumis à des contrôles à l'exportation vers l'UE, les États-Unis et d'autres pays lorsqu'ils sont livrés en Russie, notamment en raison de leur potentiel à double usage.

En plus des données par catégorie de transit, il apparaît qu'en 2023, l'itinéraire Chine-Russie est devenu la principale destination du transit de marchandises *via* le Kazakhstan. Le volume transporté sur cet itinéraire est passé de 444 000 tonnes en 2021 à 4 165 000 tonnes en 2023, soit une augmentation de près de 9,4 fois en seulement deux ans. À titre de comparaison, le transit entre la Chine et le Kazakhstan, qui a toujours été le

plus important en termes de volume, n'a progressé sur la même période que de 1 348 000 tonnes à 2 720 000 tonnes, soit un peu plus du double.

Dans l'ensemble, les données obtenues indiquent, d'une part, une croissance fulgurante du transit de marchandises de haute technologie et sensibles aux sanctions, qui ne figurent pas dans les statistiques d'exportation directes du Kazakhstan, et, d'autre part, que l'essentiel de cette hausse est concentré sur le principal corridor de transit – l'axe Chine-Russie qui traverse le territoire kazakhstanaï.

Tableau 5. Transits par le Kazakhstan entre 2021 et 2023

Pays d'origine	Pays de destination	2021	2022	Taux de croissance	2023	Taux de croissance
		Poids total (brut), kg	Poids total (brut), kg		Poids total (brut), kg	
Allemagne	Kazakhstan	4 000 245	8 182 189	205 %	38 280 194	468 %
Géorgie	Kazakhstan	17 281 601	56 463 821	327 %	98 896 134	175 %
Iran	Kazakhstan	122 541 098	152 164 160	124 %	229 073 506	151 %
Kazakhstan	Kirghizistan	108 390 090	92 079 013	85 %	104 966 190	114 %
Kazakhstan	Russie	156 203 363	55 684 263	36 %	66 420 643	119 %
Chine	Bélarus	12 517 608	110 775 320	885 %	382 099 799	345 %
Chine	Kazakhstan	1 348 189 677	1 942 066 053	144 %	2 719 626 262	140 %
Chine	Kirghizistan	303 010 294	349 996 201	116 %	417 511 618	119 %
Chine	Pologne	1 854 006 742	1 469 555 402	79 %	825 285 075	56 %
Chine	Russie	443 737 770	2 640 553 250	595 %	4 164 767 694	158 %
Chine	Ouzbékistan	1 724 279 165	2 071 742 695	120 %	3 290 272 923	159 %

Source : Bureau national des statistiques du Kazakhstan.

À partir de 2022, des produits chinois à double usage transitent par le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan pour être acheminés vers la Russie. Certaines entreprises kazakhstanaïes impliquées dans le transit et la réexportation ont déjà été soumises à des sanctions secondaires des États-Unis (par exemple, TOO « Kazstanex », TOO « KBR-Technology », TOO « Defence engineering », etc.). Depuis 2021, on constate une augmentation anormale des importations en provenance de Chine vers le Kazakhstan pour certaines catégories de produits. Ainsi, la Chine a quadruplé ses livraisons de voitures au Kazakhstan (61 400 unités), doublé celles d'ordinateurs (6 millions d'unités) et augmenté de 10 % celles de matières plastiques et de produits en plastique. Les livraisons de tracteurs

au Kazakhstan ont été multipliées par trente, passant de 20 800 unités en 2021 à 623 300 unités en 2023³⁰. Les importations de camions ont été multipliées par dix, passant de 127 000 unités en 2021 à 1,3 million d'unités en 2023. Les livraisons de voitures particulières ont été multipliées par huit, passant de 103 400 unités (2021) à 835 300 unités (2023). Les importations de machines à laver ont été multipliées par six au cours de la même période, passant de 13 600 unités à 82 400 unités. Les livraisons de générateurs électriques ont été multipliées par six, passant de 25 600 unités à 150 000 unités. Les électrodes et les balais de charbon ont commencé à être importés en quantités beaucoup plus importantes, passant de 16 700 unités les années précédentes à 69 600 unités. Les livraisons de chauffe-eau et de radiateurs électriques ont presque doublé, passant de 58 700 unités à 108 000 unités.

Malgré l'apparente intensification de la coopération économique avec la Russie, le Kazakhstan subit plutôt des coûts socio-économiques importants liés au rapprochement avec Moscou. Dans un contexte de sanctions et de guerre, la Russie utilise le Kazakhstan comme plaque tournante logistique, financière et monétaire, ce qui a plusieurs conséquences négatives pour l'économie nationale, telles que la hausse de l'inflation, l'instabilité monétaire, la croissance du secteur informel et l'augmentation de la dépendance vis-à-vis de l'économie russe. Depuis 2022, le Kremlin utilise activement le Kazakhstan pour contourner les sanctions, reconstituer ses réserves de devises, transférer des capitaux et étendre l'influence des entreprises russes dans des secteurs stratégiques. L'économie kazakhstanaise perd de sa compétitivité, la population souffre d'une inflation galopante et d'une baisse des revenus, tandis que les entreprises kazakhstanaïses sont contraintes de travailler dans des conditions de risques accrus et de concurrence croissante de la part des entreprises russes.

30. *Ibid.*

Conclusion

L'année 2022 a été marquée par un double choc pour le Kazakhstan. La crise politique sans précédent qui a éclaté au début de l'année et l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie un mois plus tard ont mis à rude épreuve le système politique et la stratégie « multivectorielle » du pays. « Janvier sanglant » a mis fin à la transition du pouvoir de Nazarbaïev à Tokaïev et a poussé les dirigeants kazakhs à mener des réformes. Celles-ci n'ont pour l'instant pas abouti à une véritable démocratisation du pays. En outre, des tendances négatives se sont affirmées : publication d'une liste d'« agents étrangers », durcissement des mécanismes de censure visant les opposants, persécution accrue des journalistes et des militants de la société civile. L'Indice de démocratie publié par *The Economist* le confirme : le Kazakhstan n'a enregistré aucun progrès en matière de démocratisation entre 2022 et 2024, et reste l'un des pays les moins bien classés (128^e sur 167).

Malgré un contexte géopolitique difficile, la Russie a réussi ces dernières années à consolider son influence au Kazakhstan, fragilisant ainsi la stratégie multivectorielle de ce dernier. Cette situation a été favorisée par l'inertie géopolitique de la présence russe en Asie centrale, l'affaiblissement des contrepoids représentés par les autres grands acteurs régionaux, ainsi que par la stratégie ciblée du Kremlin visant à faire pression sur Astana, qui a dû chercher à éviter que le « scénario ukrainien » ne se répète sur son territoire. Malgré le choc initial provoqué par l'agression militaire russe contre l'Ukraine, l'Ak-Orda a progressivement été contrainte d'adopter une position *de facto* pro-Kremlin, tant sur le plan rhétorique que sur celui du soutien effectif à l'Ukraine. Entre 2022 et 2024, un virage en faveur d'un renforcement de la coopération avec la Russie s'est ainsi dessiné dans plusieurs domaines.

Dans le domaine économique, cela s'est traduit par une augmentation du commerce, une aide au contournement des sanctions, une pénétration active des entreprises russes sur le marché kazakhstanaï, ainsi qu'un renforcement de la dépendance du tenge par rapport au rouble et à la politique de la Banque centrale de la Fédération de Russie dans son ensemble. En 2024, la Russie est redevenue le premier investisseur au Kazakhstan, devançant les Pays-Bas, les États-Unis et la Suisse, qui occupaient depuis longtemps les premières places. Dans le domaine militaire, malgré plusieurs tentatives de diversification avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan est resté un allié militaire de la Russie au sein de l'OTSC, dépendant de Moscou pour la fourniture et l'entretien des armes. Dans le domaine énergétique, la Russie a pris une place dominante dans l'extraction d'uranium et a conservé le contrôle du principal canal d'exportation du

pétrole kazakhstanaï. En outre, Rosatom a été désigné pour construire la première centrale nucléaire du pays. L'approfondissement des relations économiques avec Moscou s'est toutefois accompagné d'effets négatifs pour le Kazakhstan : fuite des investissements étrangers, notamment en provenance de l'UE, aggravation du déficit budgétaire, accentuation de l'inflation et renforcement des inégalités sociales.

Cette orientation d'Astana, qui se traduit par une hausse de la dépendance du Kazakhstan à l'égard de la Russie, résulte sans doute de calculs politiques internes complexes, des conséquences de « Janvier sanglant », de la pression et des menaces exercées par Moscou, ainsi que de traumatismes post-coloniaux plus profonds. Ces derniers incitent le Kazakhstan à adopter une logique du « moindre mal », façonnée par la contrainte de son « destin géographique » particulier.

Les dernières publications des *Russie.Eurasie.Visions*

- [M. Laruelle, « La guerre comme ascenseur social. L'impact socio-économique du keynésianisme militaire russe », n° 139, juin 2025.](#)
- [S. Sukhankin, « La mer Caspienne, pôle énergétique émergent : Opportunités et limites », n° 138, février 2025.](#)
- [P. Baev, « Les commandants russes de la guerre en Ukraine : purges, remaniements et mécontentements », n° 137, décembre 2024.](#)
- [I. Dezhina, « La Russie et les nouveaux membres des BRICS. Opportunités et limites d'une coopération scientifique et technologique », n° 136, septembre 2024.](#)
- [F. Vidal, « La Russie en Arctique : fin des illusions et recompositions », n° 135, août 2024.](#)
- [B. Lo, « Between Aspiration and Reality: Russia in the World \(Dis\)order », n° 134, juin 2024.](#)
- [D. Minic, « La politique russe d'Emmanuel Macron : étapes et racines d'une nouvelle approche, 2017-2024 », n° 133, avril 2024.](#)
- [V. Inozemtsev, « Asie centrale : une occasion historique à saisir », n° 132, décembre 2023.](#)
- [R. Genté, « Géorgie, un autre front de la Russie », n° 131, décembre 2023.](#)
- [P. Baev, « Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord », n° 130, novembre 2023.](#)
- [V. Inozemtsev, « L'exode du siècle : une nouvelle vague d'émigration russe », n° 129, juillet 2023.](#)
- [F. Parmentier, « Moldavie : un système politique sous tension. Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine », n° 128, mai 2023.](#)
- Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : dechapt@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org